



## Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Taslime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Roger-Yannick CHARTIER, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Philippe SAUREL, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, Anne RIMBERT, Patricia WEBER

## **Aménagement durable - Espaces naturels sensibles - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Mise en place par le Département de l'Hérault d'un périmètre de préemption au titre des Espaces Naturels Sensibles - Approbation**

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

La Commune de Villeneuve-lès-Maguelone connaît une pression foncière forte et des risques avérés de dénaturation des espaces agricoles et naturels. Ces espaces présentent un intérêt paysager, écologique et environnemental justifiant leur conservation, leur protection et leur valorisation. La mise en œuvre de cet objectif passe par des acquisitions foncières pour lesquelles il est indispensable de mettre en place le droit de préemption au titre des espaces naturels sensibles sur les secteurs de la commune présentant un intérêt majeur.

Au titre de l'article L.113-8 du Code de l'urbanisme, les départements sont compétents pour l'élaborer et mettre en œuvre des politiques de protection, de gestion et d'ouverture au public des espaces naturels sensibles.

Dans le cadre de ces politiques, la possibilité est offerte aux départements de créer des zones de préemption par l'article L.113-14 du même Code.

La création de zones de préemption espaces naturels sensibles a pour objectif de préserver la qualité des sites, des paysages, des milieux naturels et d'assurer la sauvegarde des habitats naturels. A cette fin, le département élabore et met en œuvre une politique de protection et de gestion des espaces naturels, boisés ou non en vue de leur ouverture au public.

La justification du choix opéré pour la délimitation de la zone de préemption sur la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone a été guidée par l'existence de zonages et de classements réglementaires permettant d'identifier les secteurs remarquables et les plus menacés et présentant des enjeux environnementaux et paysagers importants.

Le Conservatoire du littoral et la commune seront titulaires du droit de préemption par substitution dès lors que le département ne l'exercera pas.

L'article L.215-1 du Code de l'urbanisme précise que dans les communes dotées d'un plan local d'urbanisme approuvé, les zones de préemption sont créées avec l'accord de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme.

Par ailleurs, l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales dispose que les métropoles exercent de plein droit, en lieu et place des communes membre les compétences en matière de plan local d'urbanisme.

Par décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est devenue Montpellier Méditerranée Métropole. C'est pourquoi, la création d'une zone de préemption dans les espaces naturels sensibles doit se faire avec l'accord de Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans ce contexte, Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Hérault, par courrier du 25 août 2021, sollicite l'accord de Montpellier Méditerranée Métropole préalablement à l'instauration d'une zone de droit de préemption au titre des espaces naturels sensibles sur le territoire de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone.

La Métropole dispose d'une richesse environnementale exceptionnelle, du littoral vers les reliefs cévenols,

qu'il convient de préserver et de reconquérir pour la valoriser. C'est pourquoi, dans son Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT), révisé en 2019, une des quatre grandes orientations constituant le socle de ce document, porte sur la préservation et la reconquête de l'exceptionnelle richesse environnementale du territoire métropolitain qu'il convient de valoriser. L'objectif affiché par le SCoT est de préserver les deux tiers du territoire en tant qu'espaces naturels et agricoles et de maintenir ainsi durablement le premier facteur d'attractivité de la Métropole : son environnement. Le territoire que le Département de l'Hérault entend protéger sur la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone est l'un de ces territoires que la Métropole souhaite préserver et valoriser.

Dans ces conditions, l'instauration d'une zone de préemption au titre des espaces naturels sensibles est indispensable afin que le Département de l'Hérault, par substitution la commune de Villeneuve-lès-Maguelone ou le Conservatoire du littoral le cas échéant, et éventuellement par délégation de l'article L.215-8 du Code de l'urbanisme Montpellier Méditerranée Métropole, puissent disposer d'un outil de maîtrise foncière afin de mener à bien les projets de protection et de valorisation des espaces naturels sensibles.

Compte tenu de l'intérêt pour Montpellier Méditerranée Métropole que présente l'instauration d'une telle zone de préemption, il est proposé au Conseil de Métropole de donner son accord sur la création d'une zone de préemption au titre de la protection des espaces naturels sensibles, sur le territoire de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De donner son accord pour la création, par le Département de l'Hérault, sur le territoire de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone, d'une zone de préemption au titre de la protection des espaces naturels sensibles ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Christian ASSAF.

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172151-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Plan de délimitation

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.